



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE MAYOTTE**

**Recueil**  
**des Actes Administratifs**  
**de la Préfecture de Mayotte (RAA)**

**Édition SPECIALE**

**Mois de décembre 2015**

**DATE DE PARUTION : 31 décembre 2015**

**IMPORTANT**

**Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée**

**Conception & Diffusion : Bureau de la Coordination Interministérielle ([raa@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:raa@mayotte.pref.gouv.fr))**

**SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**ARRETE N° 2015 – 17722 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole  
liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de janvier 2016**

**30/12/2015**

**2**



Liberté • Égalité • Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE MAYOTTE

Le Préfet

**ARRETE N° 2015 – 1772**  
réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole  
liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de janvier 2016

LE PREFET DE MAYOTTE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU La loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
- VU La loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU L'article L 410-2 du livre IV du Code de Commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;
- VU Le décret 2007-662 du 2 mai 2007 modifié par le décret n° 2010-763 du 6 juillet 2010 relatif à la création d'un observatoire des prix et des revenus en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- VU Le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU Le décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 réglementant le prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans le département de Mayotte ;
- VU Le décret du 31 juillet 2014 portant nomination du préfet de Mayotte, M. MORSY (Seymour) ;
- VU Le décret du 16 mai 2014 portant nomination du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, M. ANDRE (Bruno) ;
- VU L'arrêté préfectoral n°5556/SG/2015 du 18 mai 2015 portant délégation de signature à M. ANDRE (Bruno), sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
- VU L'arrêté inter-ministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre du décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 ;
- VU L'arrêté préfectoral n°2014- 9081 relatif à la mise en œuvre du décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 ;
- VU L'arrêté préfectoral n°2015 – 16173 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de décembre 2015.

Sur proposition de M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

**ARRETE**

**Article 1**

Dans le département de Mayotte, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides et du gaz domestique est le suivant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 à 0H :

Supercarburants sans plomb	1,36 €/litre
Gazole	1,06 €/litre
Pétrole lampant	0,70 €/litre
Gaz de pétrole liquéfié	25,50 €/ bouteille de 12kg

**Article 2**

Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxé, destinés aux professionnels de la mer, est le suivant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 à 0H :

Mélange détaxé	0,87 €/litre
GO marine	0,71 €/litre

**Article 3**

L'arrêté préfectoral n°2015 – 16173 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de décembre 2015 est abrogé.

**Article 4**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Préfecture de Mayotte, la Directrice de la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi sont chargés de l'application du présent arrêté.

A Mamoudzou, le 31 décembre 2015

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général

